



Mairie de Blaye (33390)

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept le 9 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 3 mai 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme HOLGADO, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme MARECHAL à M. CAVALEIRO, Mme MERCHADOU à M. CASTETS, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. GEDON à M. ELIAS, M. BODIN à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. RIMARK, M. GABARD à M. CARREAU

Etait excusé:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 19

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

2 – TABLEAU DES EFFECTIFS - CREATION D'UN POSTE DE GARDIEN BRIGADIER DE POLICE MUNICIPALE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Conformément à la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et aux décrets :

- n°2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;
- n° 87-1107 et n°87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;

Il est proposé au Conseil Municipal, la création au tableau des effectifs, à compter du 01 juillet 2017, d'un poste de gardien brigadier de police municipale à temps complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 28 avril 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 12/05/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-20170509-

52200-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK